

La crise, les experts et la télé

Posté le : 27 avril 2013 14:49 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile

Catégorie: Attitudes

Le premier anniversaire de l'élection du président Hollande stimule les émissions de télévision. Il faut esquisser un premier bilan. On a donc vu Jean-Luc Mélenchon discuter avec Jacques Attali sur une chaîne. Le même soir, sur une autre chaîne, l'émission d'Yves Calvi a fait se confronter les "experts" habituels, c'est à dire Yves Thréard, chargé de la pensée de droite, M. Philippe Dessertine, chargé de défendre les positions européistes, M. Todd, chargé de lui-même

Nous n'évoquerons pas la philosophe de service qui n'avait rien à dire d'utile et qui s'acquittera de cette mission avec l'air pincé et sévère que les femmes philosophes affectent à la télé.

Le thème était toujours à peu près le même dans les deux cas : les hommes politiques sont-ils devenus impuissants ?

Il faut noter que tous ces intervenants sont des experts médiatiques répertoriés depuis bien avant la crise et qu'aucun n'avait eu la gentillesse de nous prévenir qu'elle arrivait. Le fait d'être incompetent et aveugle n'entraîne aucune conséquence médiatique. L'important est d'être "institutionnel" et d'avoir une "gueule" qui passe bien. Après cela, le fait d'avoir été vu à la télé vous classe parmi ceux qui doivent être éternellement revus à la télé.

Ces personnes étant intelligentes, on trouve toujours un ilot d'observations justes dans le flot de paroles qui se déverse sur le spectateur. Mais comme elles ont été totalement aveugles et incapables de comprendre les événements, le fond manque. Un océan d'inepties se déverse alors, censées justifier les a priori politiques des "posturants", choisis justement pour ce qu'ils représentent.

Le "talk-chaud" de Mélenchon n'avait pas pour but de faire de la lumière mais de la chaleur. Une chaleur froide et stérile. C'est qu'il est pris dans une contradiction fondamentale, dès qu'on aborde le fond des choses. Il est pour l'Europe qui peu ou prou conduit la politique économique déflationniste de la France, mais croit qu'un "rapport de force" établi en France permettra de retourner la situation. Pourquoi ? Parce qu'en menaçant de ne pas payer la dette, tout le monde se mettra à genoux. Et de citer l'Argentine qui n'a pas remboursé ses dettes et "s'en sort très bien". Le défaut de paiement, voilà la solution. Face à ces rodomontades, Attali, constamment coupé, se contente de répéter inlassablement la même phrase. Vous n'avez pas tort mais la solution n'est pas en France mais en Europe. C'est l'Europe qui doit mener la politique que vous défendez pour le trop petit hexagone.

L'Europe ? Organiser la cessation de paiements ?

La situation de l'Argentine n'a rien de comparable à celle de l'Europe. Les dirigeants de ce pays, depuis Péron, conduisent des politiques démagogiques qui ont fait passer l'Argentin du statut d'oncle d'Amérique doré sur tranche à celui de membre paupérisé d'un pays enchaînant les crises et ne parvenant pas à en sortir. L'Argentine est un cas typique de ruine par la démagogie. Lorsqu'il s'est agi d'en sortir, les réformateurs ont choisi une solution baroque : un "currency board" basé sur le dollar. Jamais cette solution technique, utilisée principalement dans les colonies des grandes puissances et par des micro-états ne pouvant assurer la crédibilité d'une monnaie locale, n'avait été expérimentée par un grand pays indépendant. Dans un système de changes fixes, de type Bretton-Woods, le dispositif aurait pu fonctionner. Les changes flottants le mettait en danger dès

lors que le dollar montait sur les marchés et que la monnaie de ses partenaires économiques majeurs baissait. La forte dévaluation du Real brésilien, alors que le dollar grimpeait à des sommets, a fait exploser le "currency board".

L'Argentine s'est alors débarrassée de ses dettes en décidant un défaut de paiement et a dévalué très fortement sa monnaie. Comme elle dispose d'un secteur agricole exportateur important, le "Campo" et que la Chine au même moment avait des besoins explosifs de nourriture et les moyens de payer, la balance commerciale s'est fortement redressée et l'argent a commencé à affluer dans les caisses des sociétés exportatrices du Campo. Echaudé par les manipulations monétaires constantes et séculaires du pays, le Campo n'a fait revenir qu'une fraction des revenus gagnés qui sont partis dans les paradis fiscaux ou aux Etats-Unis. Le résultat est connu : les Kirchner, après s'être personnellement enrichis par tous moyens, se sont trouvés sans ressources nationales pour faire face aux besoins généraux du pays. Comme plus personne ne veut y investir depuis le vol des créanciers et des investisseurs étrangers, l'Etat s'est retrouvé sans moyen pour faire vivre les grandes villes du pays et son administration pléthorique. On a alors volé les réserves de la banque centrale, mis en place des taxes intolérables sur les exportations et, à nouveau, tout bloqué. La situation argentine est toujours aussi lamentable alors qu'il s'agit d'un des pays les plus riches en ressources naturelles. La politique des coups d'éclats est un miroir aux alouettes. C'est la leçon argentine. Qu'elle soit reprise par Mélenchon ne saurait étonner. Ses solutions sont les mêmes : on annule unilatéralement les dettes ; on relance à tout va la dépense publique en imprimant des billets ; on taxe à mort tout ce qui bouge. Le désastre est au bout. L'exemple argentin est plus que parlant.

Dans ce cas il n'y aurait naturellement plus d'Euro ni d'Europe.

La chaleur Mélenchon ne réchauffera que les cruches et les imbéciles.

La position d'Attali est-elle plus claire ? Il affirme : la solution sera européenne ou ne sera pas. Très bien. C'est une évidence si l'Euro doit être conservé. Mais comment sortir des ornières actuelles ? Grand silence. L'Europe, l'Europe, l'Europe ! Seulement voilà : les européistes ont mis en place l'Euro sans nous dire comment cela marchait si on se contentait d'un jeu de règles simplistes, sans cabine de pilotage et dans un monde de changes flottants. M. Attali n'a rien à nous dire sur les solutions permettant de dépasser cette carence.

Finalement l'échange Attali-Mélenchon ne débouchera sur rien. Sinon de l'audience pour les organisateurs et un peu de "revu à la télé" pour les protagonistes. Aucun intérêt.

Tournons-nous vers Yves Calvi. Sa question sur l'impuissance des politiques a-t-elle trouvée une réponse convaincante ? Disons le tout de suite : non ! Un concours d'inepties dans un flot de truismes n'apporte rien à la réflexion.

Examinons quelques thèmes.

Pourquoi le Président de la République Française, qui a plus de pouvoirs que n'importe lequel des dirigeants des grands pays, est-il, de fait, aussi impuissant que le président le plus faible, qui doit être celui d'Italie, avec ses 88 ans chevrotants ?

C'est "la faute aux grands corps de l'Etat" affirme Todd. Ces vilains sont en fait des banquiers et comme la finance règne en malfaisante, ils règnent comme des malfaisants. Le Premier Ministre n'a pas de pouvoir. Les Ministres encore moins. Ils ne choisissent même pas leur cabinet. Thréard surenchérit : les Ministères sont pléthoriques et impossibles à bouger. Mais "je déteste qu'on mette les hauts fonctionnaires en situation de boucs émissaires". On bascule alors sur le rôle des parlementaires, leur impuissance, la nécessité des mandats multiples pour qu'ils ne s'ennuient pas complètement.

Quelle est notre propre position sur cette question cruciale ?

La France n'est pas responsable de la crise mondiale qui s'est déclenchée fin juillet 2007 avec le blocage du marché monétaire interbancaire. Pas plus que l'Europe. La crise va révéler la formidable faiblesse de la zone Euro et la vulnérabilité d'une France qui a choisi la course folle au non travail et à l'impôt.

Sortir de nos difficultés supposent qu'on ait une vision des causes de la crise globale et de la fragilité de la zone Euro. Si on n'en parle pas, on cause dans le vide.

Le Président de la République Française a un rôle à jouer et dans le monde et en Europe. Mais encore faut-il qu'il ait une vision des problèmes et des solutions. Nicolas Sarkozy a eu une **intuition** des problèmes et une envie d'agir. Mais pas de levier intellectuel pour être efficace. Son action a largement été une agitation, même s'il a réussi à faire bouger des gens qui ne voulaient rien voir ou rien faire. La difficulté avec M. Hollande, c'est qu'il n'a **aucune vision de rien** et qu'il ne bouge sur exactement rien. Il ne tient aucun discours utile parce qu'il n'a ni diagnostic ni solution.

Ce n'est pas son impuissance institutionnelle qui compte en premier. Le président qui a plus de pouvoirs que quiconque serait prisonnier d'une Europe trop forte, d'une décentralisation non maîtrisable ou d'une Administration incontrôlable ? L'impuissance est d'abord intellectuelle. Hollande ne sait pas. Il n'a pas réfléchi au-delà des slogans et des éléments de langage de communicants. Il n'a rien à dire, rien à proposer. Les événements sont plus forts que son babil de démagogue. Et il s'en fout. Il est là où il voulait être. Le reste compte peu. Sa désinvolture est un peu trop visible.

Les invités de M. Calvi ne pouvaient pas s'engager sur la voie de ce diagnostic simplement parce qu'ils sont exactement dans le même cas. Aucun n'a un vrai diagnostic de la crise, aucune réflexion réelle sur la faiblesse européenne, et seulement des lueurs partisans sur le cas français.

M. Hollande a été assez puissant pour asséner un choc fiscal et un choc moral si fort au pays qu'il l'a mis à l'arrêt et a tout aggravé. Il n'a eu aucune impuissance à faire l'inverse de ce qu'il fallait faire. S'il ne renverse pas la vapeur c'est qu'il ne le veut pas, non qu'il ne le peut pas. Il est un président puissant et catastrophique. Les vaticinations sur son impuissance supposée sont ridicules.

La vraie question aurait du être de savoir si, ayant un diagnostic et une volonté positive, il aurait pu la faire prévaloir. La carence de curiosité a tué le débat.

On retrouve la même impuissance sur la question européenne. L'europhobe Dessertine sort son apologie. L'Europe c'est la paix. L'Euro vient de loin et c'est la sagesse car le commerce basé sur une bonne monnaie unique c'est la paix. Si cela ne marche pas, ce n'est pas la faute de l'Europe ou de l'Euro mais des dirigeants nationaux qui n'ont pas compris que le monde a changé. Il énonce une théorie curieuse et nouvelle : ce sont les dirigeants occidentaux qui, en 1990, ont choisi d'ouvrir les vannes monétaires et de débrider le crédit pour maintenir la croissance et les systèmes trop généreux de Welfare state mis en place à la Libération. L'endettement aurait été volontaire et concerté. "Fait pour". On paierait cette erreur aujourd'hui.

Cette théorie est fautive. La courbe en U de l'endettement atteint son point bas en 1970 et commence sa remontée à partir de cette date. La libéralisation des mouvements de capitaux n'a pas été décidée en 1973 pour libérer la dette, mais parce que les changes flottants imposent, pour avoir un minimum de cohérence, que ce soit les marchés qui fixent la valeur respective des devises, les banques centrales se contentant de stabiliser la hausse des prix entre 0 et 2%. Pour cela elle devait être indépendante des Etats et ne pas les financer directement. Les accords de la Jamaïque ont créé une mauvaise solution qui n'a jamais marché, mais ils étaient un minimum cohérents avec la doctrine qui les justifiait.

On espérait de la libération des mouvements de capitaux à long comme à court terme qu'elle

permette une allocation optimale des capitaux vers les meilleurs investissements. Pas qu'elle augmente la dette ! Les salles de marché pléthoriques datent des années 70, pas 90.

Cet espoir sera déçu et le système en fait ne marchera pas. Il sera la source de déséquilibres croissants qui alimenteront la dette mondiale jusqu'au point où elle deviendra insoutenable.

Comme Dessertine est en faveur des changes flottants et qu'il n'en a jamais analysé les dangers, il ne peut qu'inventer une scénographie historico-politique aventurée qui doit être mise à la poubelle des hypothèses farfelues.

Les gentils diront : au moins il avait une idée. Elle est fausse. Mais c'est un début.

On sait que M. Todd a une marotte : expliquer l'impossibilité de l'Euro par la sociologie et le régime matrimonial. Nous avons déjà démonté cette idiotie sur ce blog. N'y revenons pas.

La crise a révélé la faiblesse de la zone Euro qui est d'être gérée par la norme (3% de déficit d'état dans le PIB et 60% de dettes publiques cumulées par rapport à ce même PIB). La gestion par la norme est une utopie qui a été balayée par la crise. Une zone monétaire unique doit avoir des organes de pilotage au jour le jour. Elle n'en a pas. Elle n'en veut pas. Elle crève. Stop !

M. Thréard n'a aucune idée particulière sur toutes ces questions. Il est pour l'Euro. Point. "Credo ergo sum".

Reste le grand débat sur le monde qui aurait radicalement changé. Les gouvernements occidentaux, européens, français n'auraient pas pris la mesure des "changements de paradigmes" (élément structurant de la novlangue de bois) et auraient conservé les voies et moyens de l'immédiate après guerre.

Depuis Alvin Toffler et la "première crise la plus grave depuis 1929", la mode, pour les penseurs cosmoplanétaires, est de voir des chocs du futur assommer les pauvres gouvernants qui ne voient rien venir malgré les brillantes analyses de leurs causeurs de télévision.

Pour Todd, le monde est peuplé de nullités qui ne savent pas les beautés de la sociologie. S'ils s'occupaient un peu plus du régime des naissances, ils comprendraient enfin ce que lui a compris depuis longtemps : Todd est un immense scientifique qui détient la vérité. S'il a une tronche sinistre et un comportement d'imprécateur, c'est parce qu'il est le seul à dire le vrai, la tête dans les berceaux.

Pour Thréard c'est naturellement le modèle social français qui est décalé. Trop de dépenses publiques associées à pas de production et voilà le résultat. Vision idéologique à courte vue mais cohérente avec les positions de son journal.

Pour Dessertine il faut s'adapter à un monde nouveau et les Allemands ont montré le chemin. C'est facile. Vive l'Europe à l'Allemande pour tous. Sauf que le mercantilisme allemand ne fonctionne que si les autres n'ont pas de politiques mercantilistes

Aucun ne veut voir ce fait crucial : un produit doit s'échanger contre un produit et le travail contre le travail. Avoir mis en place, contre les statuts du FMI, contre la Charte de la Havane, un système qui fait que les produits et le travail s'échangent contre du papier, en laissant les déficits et les excédents grimper à des niveaux intolérables, a provoqué une montée faramineuse du chômage, cassé la croissance mondiale, désorganisé les échanges et les décisions d'investissements et finalement fait sauter tout le système financier.

Comment faire comprendre à M. Yves Calvi qu'il faut qu'il sorte un peu des analyses éculées de ceux qui n'ont pas vu venir la crise, ne la comprennent pas et disent encore et toujours n'importe quoi ?